



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale  
12 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

#### Dix-septième session

New York, 22-25 mai 2012

Point 3 de l'ordre du jour

### Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

#### Note du Secrétaire général\*

#### *Résumé*

La présente note du Secrétaire général, qui soumet le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, est présentée conformément à la décision 16/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud. Elle expose des mesures prioritaires et des indicateurs de résultats pour les organismes et institutions des Nations Unies, dont les commissions régionales, devant servir à généraliser leur appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire aux niveaux national, régional et mondial.

---

\* L'achèvement du présent rapport a dû attendre la réaction des États Membres à un texte antérieur.



---

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Objectif .....	3
II. Audience .....	4
III. Définitions opérationnelles.....	4
IV. Objectifs prioritaires .....	6
V. Principes directeurs.....	7
VI. Le rôle du système des Nations Unies dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.....	8
VII. Méthode .....	10
VIII. Actions prioritaires étendues au niveau mondial .....	11
IX. Extension de la coopération au niveau régional : actions prioritaires .....	19
X. Actions prioritaires pour étendre la coopération aux niveaux national et sectoriel .....	24
XI. Options de financement Sud-Sud .....	30

## I. Objectif

1. Le plan-cadre contenant des directives opérationnelles (ci-après dénommé « note d'orientation ») est un outil et un manuel de référence sur les manières dont la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pourront être généralisées dans la planification et la programmation du développement par les fonds, programmes, institutions spécialisées et commissions régionales des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national. Il indique aussi des domaines thématiques sectoriels et transfrontaliers où les avantages des interventions Sud-Sud pourraient être optimisés. La note s'appuie, en les amplifiant, sur les directives révisées déjà établies pour l'examen des politiques et procédures concernant la coopération technique entre pays en développement (TCDC/13/3).

2. La note d'orientation a été élaborée conformément à la décision 16/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud (voir A/65/39) comme l'ont demandé les États Membres dans le document final de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud tenue en décembre 2009 à Nairobi (voir résolution 64/222 de l'Assemblée générale). Elle s'inspire aussi du rapport du Corps commun d'inspection sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies (juillet 2011) (JIU/REP/2011/3). Tout en rappelant la nécessité d'une mise en œuvre intégrale des directives déjà fixées qui sont axées sur la direction stratégique, ces deux documents vont un peu plus loin en suggérant des directives sur la manière de rendre opérationnelles et de généraliser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les programmes et projets des organismes des Nations Unies. Plus précisément, ils soulignent le besoin urgent de directives opérationnelles sur la manière de mettre en œuvre les politiques stratégiques de la coopération Sud-Sud en termes concrets.

3. Pour que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire aient l'effet désiré, il faut, dans tout le système, améliorer l'ensemble des cadres de politique, de la gouvernance, de la coordination, des structures, des mécanismes et des ressources affectées. Certaines mesures précises aideront à mieux généraliser la coopération Sud-Sud dans les politiques et programmes des Nations Unies : a) avoir une définition commune pour agir; b) établir des structures d'appui dans les institutions, comme un groupe spécialisé en coopération Sud-Sud et en coopération triangulaire dans chaque organisme, et des coordonnateurs à tous les niveaux; c) appliquer systématiquement les directives et les orientations; d) recourir systématiquement aux mécanismes d'établissement de rapports; e) veiller, s'il y a lieu, au financement suffisant des budgets institutionnels; f) agir efficacement au niveau régional; g) conformer les ressources aux mandats des Nations Unies concernant la coopération Sud-Sud; h) élaborer une stratégie cohérente de coopération triangulaire; et i) renforcer la coordination aux niveaux régional et national (voir JIU/REP/2011/3).

4. Document vivant, la note d'orientation suit une approche commune, concrète et souple pour permettre d'incorporer, à l'avenir, les enseignements tirés et les pratiques optimales :

a) Elle donne des définitions opérationnelles de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et présente les avantages qu'il y a à miser sur elles face aux priorités nationales, régionales et mondiales de développement;

b) Elle recense d'éventuels points d'entrée et priorités thématiques au niveau mondial où les organismes des Nations Unies pourront suivre des approches de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en dialoguant avec les partenaires de développement traditionnels et avec ceux du Sud et en élaborant des politiques de coopération Sud-Sud ainsi que des normes mondiales;

c) Elle offre aux équipes de pays et aux équipes régionales une approche concrète pour intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les processus communs de planification et de programmation des Nations Unies dans les pays et les régions en s'axant sur les points d'entrée et les actions connexes pour renforcer le dialogue productif avec les partenaires;

d) Elle suggère une série pratique d'indicateurs de résultats sur l'intégration des approches tant Sud-Sud que triangulaire dans les politiques mondiales et les cadres de planification nationaux et régionaux, avec aussi des outils d'assurance qualité, de suivi et d'établissement de rapports.

## **II. Audience**

5. La note d'orientation s'adresse aux décideurs et aux praticiens du développement qui travaillent, aux niveaux mondial, régional et national, dans les fonds, programmes, institutions spécialisées et commissions régionales des Nations Unies, et notamment aux responsables des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

6. Plus précisément, elle est destinée : a) aux coordonnateurs résidents des Nations Unies et à leurs collaborateurs; b) aux équipes de pays des Nations Unies, à tous les coordonnateurs d'organismes pour la coopération Sud-Sud et à tout le personnel des programmes d'organismes; c) aux équipes régionales du Groupe des Nations Unies pour le développement et au personnel des groupes d'appui des Nations Unies qui apportent un concours et une garantie de bonne qualité; d) au personnel décisionnel et programmatique des commissions régionales et des centres régionaux des Nations Unies; et e) au personnel décisionnel et programmatique des villes sièges.

7. À l'aide de la note d'orientation, les équipes régionales et de pays des Nations Unies pourraient renforcer la cohésion du système dans les processus communs de planification aux niveaux des régions et des pays, comme l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et lorsque les gouvernements réclament une coopération Sud-Sud pour atteindre les objectifs du Millénaire et autres objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment le programme du développement après 2015.

## **III. Définitions opérationnelles**

8. En 2009, le document final de Nairobi a exposé les motifs, principes et grands acteurs de la coopération Sud-Sud comme suit :

[...] la coopération Sud-Sud est une entreprise commune de peuples et pays du Sud, née d'expériences et de sympathies partagées, fondée sur des objectifs communs et sur la solidarité et régée, entre autres, par les principes de la

souveraineté et de l'appropriation nationales, en l'absence de toute condition. La coopération Sud-Sud ne doit pas être envisagée comme une forme d'aide publique au développement. C'est un partenariat entre égaux fondé sur la solidarité [...]. La coopération Sud-Sud fait appel à l'ensemble des parties concernées, notamment les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et d'autres intervenants qui contribuent à surmonter les obstacles en matière de développement et à réaliser les objectifs fixés, compte tenu des stratégies et plans nationaux de développement (résolution 64/222, annexe, par. 18 et 19).

9. En réponse aux demandes de définition opérationnelle partageable dans le système des Nations Unies<sup>1</sup>, la présente note d'orientation suggère que, au vu du document final de Nairobi et des autres sources pertinentes, les organismes des Nations Unies pourront décider de définir comme suit la coopération Sud-Sud au développement : processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés de développement des capacités en échangeant les compétences, les ressources et le savoir-faire technique, et par des actions régionales et interrégionales collectives, y compris les partenariats mettant en jeu les gouvernements, les organisations régionales, la société civile, les universités et le secteur privé, pour leur avantage individuel ou mutuel dans les régions et entre elles. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, elle la complète. Cette définition est une tentative d'harmoniser le concept de la coopération Sud-Sud dans le système des Nations Unies en s'inspirant du document final de Nairobi et des efforts antérieurs décrits plus haut.

10. Sur la base de la décision 2/9 du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) (7 juin 1981), les directives révisées de 2003 pour l'examen des politiques et procédures concernant ladite coopération l'ont décrite comme

un processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement cherchent à se développer séparément ou conjointement par le biais d'échanges mutuels de connaissances, de compétences, de ressources et de savoir-faire technique. En théorie, les activités de coopération technique devraient être amorcées, organisées et gérées par les pays en développement eux-mêmes sous la direction de leurs gouvernements respectifs et avec la participation d'institutions publiques et privées, d'organisations non gouvernementales et de particuliers. De par son caractère multidimensionnel, la CTPD s'étend à tous les secteurs et à toutes les formes de coopération technique des pays en développement, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, sous-régionale, régionale ou interrégionale (voir TCDC/13/3, par. 8).

#### *Coopération triangulaire*

11. La coopération triangulaire met en jeu des partenariats, qu'anime le Sud, entre deux ou plusieurs pays en développement appuyés par un ou plusieurs pays développés ou une ou plusieurs organisations multilatérales afin de mettre en œuvre

<sup>1</sup> Dans la recommandation 1 de son rapport (JIU/REP/2011/3), le Corps commun d'inspection invite les Nations Unies à élaborer et à adopter des définitions opérationnelles de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et de veiller à leur diffusion et leur application, y compris à l'aide d'ateliers et de sessions de formation dans les villes sièges et dans les lieux d'affectation hors siège de l'ensemble du système.

des programmes et projets de coopération au développement. On a constaté, dans de nombreux cas, que les fournisseurs du Sud coopérant au développement ont besoin de l'appui financier et technique et des compétences de partenaires multilatéraux et/ou de pays développés, en assistant d'autres pays en développement (voir TCDC/9/3). Les partenaires du Nord eux-mêmes y gagnent, car ils peuvent profiter de la capacité institutionnelle accrue du Sud et accroître l'impact de leurs apports d'aide en tirant parti des ressources de multiples partenaires du Sud. Les pays développés se sont de plus en plus déclarés favorables à cette démarche de développement et disposés à partager leur expérience et les enseignements qu'ils en ont tirés dans la mesure où le processus de coopération triangulaire est dirigé et contrôlé par des acteurs du Sud afin d'obtenir des résultats de développement<sup>2</sup>.

#### *Influence croissante de la coopération Sud-Sud*

12. Depuis 10 ans, la coopération Sud-Sud a pris de plus en plus d'importance, et elle a fait l'objet de débats à plusieurs grandes conférences des Nations Unies et à d'autres comme celles du Groupe des 77 et du Groupe des Vingt. Ce regain d'intérêt tient largement à l'essor économique du Sud. De 1990 à 2008, le commerce mondial a presque quadruplé mais les échanges Sud-Sud ont plus que décuplé. En 2010, les pays du Sud représentaient 37 % des échanges mondiaux, les flux Sud-Sud constituant environ la moitié de ce total<sup>3</sup>. Ces résultats sont dus en partie au fait que les pays du Sud assument leur développement, recensant les problèmes et leur trouvant ou y adaptant des solutions à eux.

#### *Dépasser la coopération Sud-Sud traditionnelle*

13. On constate que, outre le partage des connaissances et de l'expérience, la coopération Sud-Sud met de plus en plus en jeu, aux niveaux régional et mondial, des actions collectives par de multiples pays en quête d'un développement mutuellement avantageux : collectivités régionales à l'économie dynamique, initiatives communes face aux questions frontalières et voix collective pour se faire mieux entendre dans les négociations multilatérales. C'est cette énergie que, promoteur et catalyseur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le système des Nations Unies doit capter.

## **IV. Objectifs prioritaires**

14. Le document final de Nairobi dit clairement que le travail de coopération Sud-Sud actuel et à venir se basera sur les conférences, résolutions et sommets internationaux et sur les progrès qui ont suivi la réunion de Buenos Aires. Il réitère les principes et stratégies qui guident la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et il recense les cinq objectifs prioritaires suivants pour l'appui des Nations Unies :

- a) Appuyer les efforts nationaux et régionaux de développement;

---

<sup>2</sup> Le document final du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, tenu en 2011 à Busan, en République de Corée, offre une orientation sur l'appui des Nations Unies à la coopération triangulaire.

<sup>3</sup> Voir Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives du développement mondial 2010 : le basculement de la richesse*.

- b) Renforcer les capacités institutionnelles et techniques;
- c) Améliorer l'échange d'expériences et de savoir-faire entre pays en développement;
- d) Réagir aux problèmes de développement spécifiques de certains pays en développement;
- e) Renforcer les effets de la coopération internationale.

15. Les organismes des Nations Unies peuvent contribuer à atteindre ces objectifs en faisant comprendre les avantages qu'on peut attendre de la coopération Sud-Sud et en désignant et en utilisant des points d'entrée dans les processus d'orientation, de planification et de programmation aux niveaux mondial, régional et national.

## V. Principes directeurs

16. Le document final de Nairobi a défini les principes généraux et opérationnels ci-après pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire :

- a) Principes normatifs :
  - Respect de la souveraineté et de l'appropriation nationales;
  - Partenariats entre égaux;
  - Inconditionnalité;
  - Non-ingérence dans les affaires intérieures;
  - Intérêt mutuel;
- b) Principes opérationnels :
  - Responsabilité et transparence mutuelles;
  - Efficacité de l'aide au développement;
  - Coordination d'initiatives basées sur les preuves et les résultats;
  - Approche multipartite.

17. Conformément aux principes de la souveraineté et de l'appropriation nationales, les pays en développement prennent l'initiative des activités de coopération Sud-Sud, les organisent et les gèrent. De même, c'est d'abord à eux qu'il incombe d'en assurer le financement et les apports de programme. Les pays développés et les organismes du système des Nations Unies pour le développement jouent un rôle de promotion et de catalyse comme l'explique la section VI ci-dessous et ne dirigent pas les activités opérationnelles Sud-Sud, tâche réservée aux pays en développement eux-mêmes.

## **VI. Le rôle du système des Nations Unies dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire**

18. Le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est la principale entité décisionnelle de coopération Sud-Sud dans le système des Nations Unies.

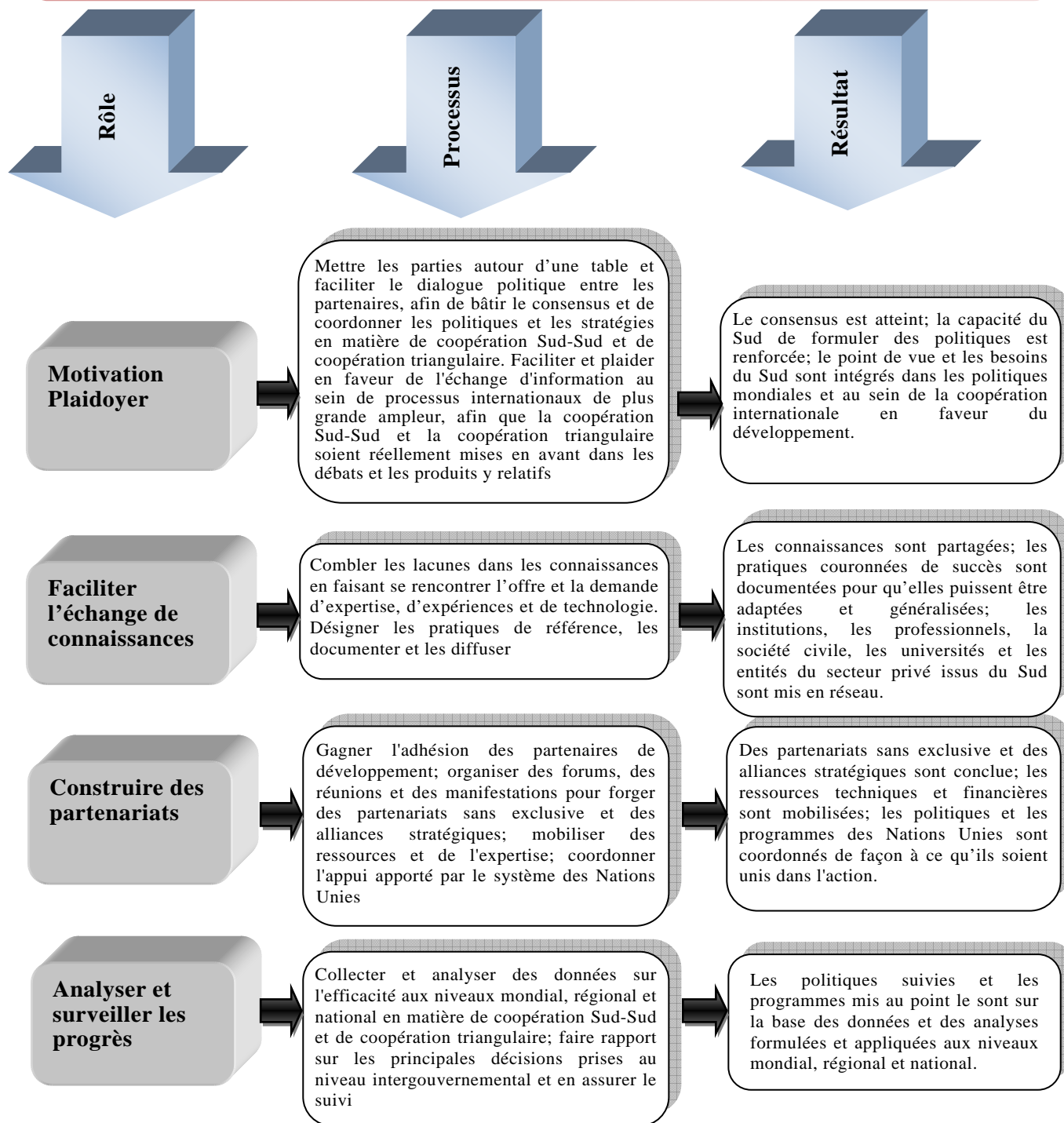
19. Dans le document final de Nairobi, la Conférence de haut niveau charge le système des Nations Unies d'aider les pays en développement à renforcer leurs centres d'excellence Sud-Sud ou à en créer, dans leurs domaines de compétence respectifs, et à resserrer la coopération entre ces centres, surtout aux niveaux régional et interrégional, en vue d'améliorer l'échange de connaissances Sud-Sud, l'établissement de réseaux, le renforcement mutuel des capacités, l'échange d'informations et l'échange de données sur les meilleures pratiques, l'analyse des politiques et la coordination des activités entre ces pays sur les grandes questions. Ces actions sont résumées dans le schéma ci-après<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Cela a été rappelé par de nombreuses décisions et résolutions des Nations Unies, notamment dans le document final de Nairobi, le plus récent, et dans le rapport susvisé du CCI sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.



## Appui du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire



20. Divers organismes des Nations Unies fournissent un appui normatif et organique à la coopération Sud-Sud dans leurs domaines de compétence respectifs. On compte que, tous les deux ans, les coordonnateurs des Nations Unies rendront compte, par le biais du Groupe spécial, des travaux et progrès accomplis au Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

21. Secrétariat du Comité de haut niveau de l'Assemblée générale sur la coopération Sud-Sud, le Groupe spécial ainsi nommé est chargé de promouvoir, coordonner et appuyer cette coopération et la coopération triangulaire à l'échelle du monde et du système des Nations Unies. Il aide ainsi le Comité en analysant les tendances, les questions émergentes et les occasions de promouvoir la démarche de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour le développement. De plus, il s'attache à mettre sur pied de nouveaux partenariats avec la société civile et le secteur privé, à trouver de nouveaux mécanismes de financement, à mobiliser des ressources et à gérer divers fonds intergouvernementaux d'affectation spéciale Sud-Sud, à assurer le suivi des grandes conférences et sommets du Groupe des 77, à suivre et à exposer les progrès du système des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et à organiser la Journée annuelle des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Le document final de Nairobi encourage les partenaires de développement à user des trois volets de l'ossature de services du Groupe spécial – l'Académie mondiale de développement Sud-Sud, l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud et le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie – car ces plates-formes visent à appuyer les partenariats et les liens parmi les institutions et les centres d'excellences du Sud.

## VII. Méthode

22. L'extension de la coopération Sud-Sud aux activités du système des Nations Unies en faveur du développement devrait viser une croissance économique soutenue et un développement durable dans le Sud par le biais des processus, politiques et programmes menés aux niveaux mondial, régional et national, et destinés à :

- a) Intégrer le partage des connaissances, des compétences et des technologies issues du Sud dans les initiatives régionales et nationales de renforcement des capacités;
- b) Appuyer les efforts d'intégration régionale des pays en développement;
- c) Appuyer les efforts des pays en développement pour renforcer leur position dans les négociations bilatérales et multilatérales;
- d) Mobiliser au service du développement les ressources financières (et autres) du Sud.

23. La note d'orientation désigne les points d'entrée de politique et de programmation aux niveaux mondial, régional et national ainsi que les options pratiques à envisager pour étendre la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à la planification et à la programmation aux niveaux national et régional des activités de coopération au développement. Cette note est conforme aux étapes des processus de développement normalisés du système des Nations Unies, comme celui du PNUAD au niveau des pays. Toutefois, dans la note par laquelle il a exposé

ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du Corps commun d'inspection (A/66/717/Add.1), le Secrétaire général indique que le cadre des directives opérationnelles sur la coopération Sud-Sud devrait permettre à divers organismes et organisations d'étendre la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, conformément à leurs mandat et priorités respectifs.

24. Les indicateurs clefs des résultats que donne la présente note d'orientation quant à l'extension de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire sont issus des directives révisées des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (voir TCDC/13/3), du document final de Nairobi, du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement<sup>5</sup> et de diverses pratiques de référence en la matière à l'usage des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national.

25. Au niveau régional, le CCI a recommandé qu'un cadre de planification unique de type PNUAD (qui n'existe pas à ce jour) soit mis au point<sup>6</sup>. Les équipes régionales des Nations Unies peuvent toujours utiliser les mesures proposées pour planifier et programmer leurs activités. À ce niveau, c'est par des mécanismes régionaux de coordination des Nations Unies et l'appui à des cadres tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les groupements, traités et accords régionaux que la coopération Sud-Sud est la plus réalisable.

26. Au niveau mondial, pour généraliser les directives générales sur les relations Sud-Sud approuvées au plan international à Buenos Aires et Nairobi, il faut d'abord que les organismes s'assurent que la coopération Sud-Sud fait bien partie de leur politique globale et de leurs cadres de programmation, comme ceux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : ces programmes, à leur tour, inspirent l'action aux niveaux régional et national.

## VIII. Actions prioritaires étendues au niveau mondial

27. Le tableau 1 ci-après suggère d'étendre par étapes la coopération Sud-Sud aux politiques et programmes mondiaux. Les différentes mesures et leurs subdivisions reflètent celles qu'utilise le système des Nations pour la planification, la mise en œuvre, le contrôle et la présentation de rapports. Elles peuvent donc être facilement incorporées dans les procédures et systèmes actuellement utilisés. Le tableau présente un ensemble d'actions prioritaires ainsi que des outils et des exemples que chaque organisme de l'ONU, qu'il travaille seul ou avec d'autres organisations, peut envisager d'utiliser en tandem avec les outils de coopération Sud-Sud qui lui sont propres.

<sup>5</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11), chap. I.

<sup>6</sup> On trouvera un exemple de méthode régionale de la coopération Sud-Sud dans Banque interaméricaine de développement, *Regional Public Goods: An Innovative Approach to South-South Cooperation*, 2011.

Tableau 1  
**Extension de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire aux politiques et programmes de niveau mondial**

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
<b>Évaluation</b>	Politiques et pratiques de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer les politiques et pratiques de l'institution pour déterminer si elles facilitent et privilégient l'adoption d'une approche du développement fondée sur la coopération Sud-Sud comme prescrit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grands mandats de coopération Sud-Sud prescrits par les conférences des Nations Unies, l'Assemblée générale ou différents conseils d'administration ou exécutifs du système des Nations Unies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document final de Nairobi</li> <li>Décisions relatives aux examens triennaux et quadriennaux complets des activités opérationnelles</li> <li>Plan d'action de Buenos Aires</li> <li>Stratégie de l'OIT sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire</li> <li>Plan stratégique du PNUD, 2008-2011</li> <li>Lignes d'action du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la coopération Sud-Sud</li> <li>Stratégie de coopération Sud-Sud du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)</li> </ul>
	Capacités institutionnelles et humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires aux Nations Unies pour étendre, en la promouvant, la coopération Sud-Sud aux politiques et programmes mondiaux, puis pour les contrôler et les évaluer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctions du personnel et des groupes ou départements chargés de la coopération Sud-Sud ou triangulaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dotations en personnel et mécanismes institutionnels consacrés à la coopération Sud-Sud à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OIT, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale</li> </ul>

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
	Partenaires et possibilités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier un large éventail de partenaires éventuels et maintenir avec eux un dialogue permanent; et identifier les occasions de mobiliser des ressources par l'intermédiaire de multipartenariats avec les gouvernements, la société civile et le secteur public du Sud et du Nord</li> <li>• Examiner les cadres existants de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accords de partenariat, mémorandums d'accord traités et accords d'intégration régionaux et sous-régionaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accords de partenariats du PNUD avec les marchés émergents</li> <li>• Accords de partenariats de la Banque mondiale sur les mécanismes Sud-Sud d'échange d'expériences</li> <li>• Accord sur la coopération Sud-Sud entre la FAO et la Chine</li> <li>• Forum de dialogue Inde-Brazil-Afrique du Sud</li> <li>• NEPAD</li> </ul>
	Initiatives Sud-Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesurer l'impact des politiques et programmes de coopération Sud-Sud appuyés par l'ONU sur le développement</li> <li>• Identifier les initiatives stratégiques, les domaines d'action (par exemple, commerce, investissement, dette, environnement, atténuation de la pauvreté, production et emploi, coordination des politiques macroéconomiques, gestion de l'aide) et programmes transfrontières sur lesquels la coopération Sud-Sud serait susceptible d'avoir un impact déterminant (voir TCDC/9/3, par. 35)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indicateurs de résultats (SSC/17/3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports de la CNUCED sur les flux Sud-Sud du commerce, des investissements et de finances</li> <li>• Rapports de la Banque interaméricaine de développement sur les biens publics régionaux et la coopération Sud-Sud</li> <li>• Rapports du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud</li> <li>• Évaluation de la contribution du PNUD à la coopération Sud-Sud</li> <li>• Rapports du Département des affaires économiques et sociales aux forums pour la coopération en matière de développement</li> <li>• Rapport du PNUE à son Conseil d'administration</li> </ul>

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
<b>Intégration</b>	Sensibilisation et renforcement des capacités du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer un volet formation (dont les formations communes interorganisations et celles destinées aux partenaires de coopération) afin de sensibiliser le personnel et de le mettre mieux à même de généraliser et de promouvoir les activités de coopération Sud-Sud et d'en suivre les progrès</li> <li>Organiser des formations internes et des séminaires de sensibilisation, en faisant éventuellement intervenir du personnel des partenaires de coopération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document SSC/17/3</li> <li>Directives pour bilans communs de pays et plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement</li> <li>Cours et manuels en ligne des groupes spéciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formations dispensées par la FAO à la coopération Sud-Sud</li> <li>Planification de manifestations par le Bureau de la coordination des activités de développement ou l'École des cadres du système des Nations Unies pour les pays où ont été mis en place des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement</li> <li>Réseau des coordonnateurs de l'OIT pour la coopération Sud-Sud</li> <li>Conférence en ligne du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur la coopération Sud-Sud à l'intention du personnel de tous ses bureaux</li> </ul>
	Mécanismes de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de groupes spéciaux pour la coopération Sud-Sud, de réseaux en ligne de spécialistes de la coopération Sud-Sud, et d'un mécanisme ou groupe de travail au sein de la structure interorganisations</li> <li>Établissement dans chaque bureau d'un centre de liaison chargé de promouvoir les activités de coopération Sud-Sud</li> <li>Conception d'un organigramme et rédaction de mandats pour les groupes spéciaux et les centres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Voir les fonctions des centres de liaison dans le document TCDC/13/3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plate-forme « Teamworks » (travail d'équipe) du PNUD</li> <li>Équipes de travail du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud</li> <li>Centre d'échange d'informations pour la coopération Sud-Sud du PNUE</li> <li>Institut de la Banque mondiale/Mécanismes Sud-Sud d'échange d'expériences</li> <li>Mandat des groupes spéciaux pour la coopération Sud-Sud (CNUCED, PNUD, PNUE)</li> </ul>

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
		de liaison chargés de la coopération Sud-Sud et, si possible, uniformisation de leurs fonctions essentielles		
Objectifs		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fixer des objectifs spécifiques pour étendre la coopération Sud-Sud à la programmation et aux politiques afin d'en faire des éléments décisifs du cadre de contrôle et d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document SSC/17/3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document SSC/17/3</li> <li>• Quatrième cadre de coopération pour la coopération Sud-Sud</li> <li>• Stratégie de l'OIT sur la coopération Sud-Sud</li> <li>• Lignes d'action du PNUE pour la coopération Sud-Sud</li> <li>• Stratégie du FNUAP pour la coopération Sud-Sud</li> </ul>
Partenariat		<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'adresser aux partenaires de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les conférences et forums internationaux en vue de conclure des accords-cadres régionaux, thématiques ou sectoriels avec différents partenaires, des marchés émergents, des pays donateurs des marchés émergents, les ONG et le secteur privé</li> <li>• Étudier et appliquer les clauses des cadres de partenariat de coopération Sud-Sud existants</li> </ul>	Voir ci-dessus la colonne « Partenaires et possibilités » dans « Subdivisions des mesures principales »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accords tripartites de la FAO avec des pays pivots;</li> <li>• Forum de dialogue Inde, Brésil, Afrique du Sud;</li> <li>• Accords de l'OIT avec l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud</li> <li>• Accord de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) avec la Malaisie</li> <li>• Pacte mondial</li> </ul>
Financement/ mobilisation des ressources		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir des mécanismes mondiaux pour financer la coopération Sud-Sud</li> <li>• Étudier la possibilité d'augmenter les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports sur le financement Sud-Sud du développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accord FAO-Chine établissant un fonds fiduciaire</li> <li>• Accord UNESCO-Malaisie sur un fonds fiduciaire</li> </ul>

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
		<p>affectations par pays et les ressources des programmes (si possible depuis les budgets de base)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Avec les donateurs partenaires, promouvoir les mécanismes de coopération triangulaire et d'autres modalités de financement, en vue d'étudier des moyens novateurs de mobiliser des ressources visant à renforcer les moyens des partenaires du Sud pour contribuer à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence japonaise de coopération internationale</li> <li>• Voir rapport du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU sur les sources de financement par le Sud des mécanismes de jumelage du Programme alimentaire mondial (PAM) pour le développement</li> </ul>
	Mécanismes de partage des connaissances	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actualiser les mécanismes de partage des connaissances ou en créer</li> <li>• Améliorer, développer et mettre à jour les informations sur les capacités de la coopération Sud-Sud, et notamment les listes d'institutions</li> <li>• Vérifier et diffuser les pratiques facilement transposables</li> <li>• Appuyer l'expansion des centres d'excellence régionaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plates-formes en ligne</li> <li>• Foires et manifestations dédiées au partage des connaissances</li> <li>• Publications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Académie mondiale de développement Sud-Sud</li> <li>• Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud</li> <li>• Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie</li> <li>• Réseau Global Labour University</li> <li>• Centre d'échange d'informations pour la coopération Sud-Sud du PNUE</li> <li>• « Teamworks »</li> <li>• Banque mondiale/ Mécanismes Sud-Sud d'échange d'expériences</li> <li>• Répertoire de spécialistes du réseau Internet pour le développement (WIDE)</li> <li>• Espaces en ligne réservés aux organismes des Nations Unies et aux</li> </ul>



<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
				<ul style="list-style-type: none"> <li>directeurs généraux nationaux</li> <li>• <i>Sharing Innovative Experiences</i></li> <li>• <i>Southern Innovator</i></li> <li>• <i>Bulletin South-South in Action</i></li> <li>• Centres de réflexion, centres de recherches, associations professionnelles, universités du Sud</li> <li>• Centre d'excellence Brésil-PAM</li> <li>• Site Nutrinet du PAM</li> </ul>
<b>Suivi de l'avancement</b>	Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir des indicateurs mondiaux qui reflètent les objectifs d'extension et de promotion de la coopération Sud-Sud au niveau mondial et promouvoir leur utilisation dans les tableaux des résultats au niveau d'un organisme et au niveau interorganisations</li> <li>• Intégrer les indicateurs de la coopération Sud-Sud dans les systèmes de contrôle existants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document SSC/17/3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document SSC/17/3 : dispositif de présentation des rapports en ligne (<a href="http://ssc.undp.org">http://ssc.undp.org</a>)</li> <li>• Mécanismes de présentation des rapports des organismes des Nations Unies</li> </ul>
	Collecte et gestion des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collecter, traiter, stocker et échanger assidument des données pertinentes sur la coopération Sud-Sud</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Académie mondiale de développement Sud-Sud</li> <li>• Banque mondiale/ Mécanismes Sud-Sud d'échange d'expériences</li> <li>• Centre d'échange d'informations pour la coopération Sud-Sud du PNUE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Académie mondiale de développement Sud-Sud</li> <li>• Banque mondiale/ Mécanismes Sud-Sud d'échange d'expériences</li> <li>• Centre d'échange d'informations pour la coopération Sud-Sud du PNUE</li> </ul>

<i>Mesures principales</i>	<i>Subdivision des mesures principales</i>	<i>Actions</i>	<i>Outils</i>	<i>Exemples</i>
	Contrôle et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser les systèmes existants pour contrôler et évaluer la contribution au développement de la coopération Sud-Sud appuyée par l'ONU et en faire rapport</li> <li>• Réaliser des études thématiques sur la coopération Sud-Sud</li> <li>• Faire des évaluations régulières en se fondant sur les indicateurs de la coopération Sud-Sud</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud : espace en ligne des entités de l'ONU</li> <li>• Système de rapports en ligne du PNUD (Groupe d'appui opérationnel)</li> <li>• Différents mécanismes d'évaluation des organismes de l'ONU</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de la contribution du PNUE à la coopération Sud-Sud</li> <li>• Rapports du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud</li> <li>• Rapport de l'Administrateur au Conseil d'administration du PNUD/FNUAP</li> <li>• Rapports au Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud</li> </ul>

Tableau 2

### Indicateurs mondiaux des résultats de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

#### *Formulation des stratégies et des politiques*

- Organisme des Nations Unies :**
- Adopte la coopération Sud-Sud et s'en fait une priorité politique exprimée dans ses cadres politiques et programmatiques
  - Fait de la coopération Sud-Sud une stratégie ou un élément distinct des programmes mondiaux, régionaux et nationaux
  - Désigne nommément des groupes ou des personnes comme coordonnateurs
  - Prône, promeut et étend activement la coopération Sud-Sud
  - Systématise le financement de la coopération Sud-Sud par les budgets ordinaires ou programmatiques (ressources réelles ou estimatives allouées à cette coopération dans les postes budgétaires)
  - A des mesures pour l'information et la collecte de données, la coordination et l'évaluation de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que l'évaluation de leur effet sur le développement
  - A des mesures pour coordonner avec d'autres organismes et institutions des Nations Unies l'appui à la coopération Sud-Sud

#### *Apprentissage de pair à pair, développement des capacités et action collective*

- Organisme des Nations Unies :**
- Appuie la participation efficace des pays en développement aux grandes conférences mondiales et, s'il y a lieu, le suivi de celles-ci et les résultats obtenus
  - Facilite les forums ou activités, notamment pour encourager la coordination et le dialogue de politiques Sud-Sud, les échanges d'idées, la promotion du commerce et de l'investissement, l'adaptation des capacités aux besoins, et les forums d'affaires

- Appuie les réseaux Sud-Sud (y compris les réseaux d'information) et les centres d'excellence, et leurs résultats
- Appuie les grands desseins régionaux, sous-régionaux et interrégionaux de coopération Sud-Sud et leurs résultats
- Promeut la participation du secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG) aux activités de coopération Sud-Sud
- Favorise le transfert ou l'échange concrets des technologies, des compétences et des aptitudes résultant des interventions directes
- Recherche et établit des inventaires et répertoires des institutions et des capacités du Sud dans le domaine de compétence de l'organisme
- Forme le personnel des sièges et hors sièges à la coopération Sud-Sud

*Approches novatrices à la coopération Sud-Sud*

- Organisme des Nations Unies :**
- Conçoit et met en œuvre des approches novatrices qui étendent beaucoup la coopération Sud-Sud (notamment au commerce, à l'investissement et aux finances, à l'industrie et à la promotion des entreprises, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, à l'environnement et à l'énergie, à la santé et à la population, et à l'information et aux communications)
  - Repère, répertorie et diffuse les méthodes avérées et transposables de développement du Sud
  - Explore les approches novatrices pour mobiliser des ressources aux fins de la coopération Sud-Sud (y compris celles des gouvernements de pays en développement, des donateurs selon des arrangements triangulaires et d'autres sources)
  - Explore des approches novatrices pour élargir les partenariats de coopération Sud-Sud, notamment avec le secteur privé et les ONG

## **IX. Extension de la coopération au niveau régional : actions prioritaires**

28. En raison des affinités d'ordre historique, linguistique, culturel, ethnique et de la proximité géographique, la plupart des interactions Sud-Sud ont lieu dans un contexte régional, d'ailleurs propice à la collaboration Sud-Sud face aux questions transfrontières comme le développement des infrastructures, les procédures douanières, les lois migratoires et les changements climatiques.

29. L'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire au niveau régional est bénéfique quand il vise des initiatives de nature à renforcer les capacités par le partage intrarégional des connaissances, des compétences et des technologies; l'adoption de positions communes dans les négociations; et la mise en commun de ressources financières et autres. Il devrait s'insérer dans les efforts actuels vers l'intégration régionale par le biais de cadres, programmes, traités et accords de coopération régionaux connexes comme le NEPAD, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Ligue arabe. Les processus et mesures que les équipes régionales des Nations Unies doivent envisager dans leurs interventions, leur planification, et leur programmation pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au niveau régional sont résumés au tableau 3 ci-après.

Tableau 3  
**Extension au niveau régional de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

<i>Nature du programme<sup>a</sup></i>	<i>Objectif</i>	<i>Principaux partenaires</i>	<i>Processus</i>	<i>Actions catalytiques des équipes régionales des Nations Unies</i>
<b>1. Programmes de coopération (dirigés par un ou plusieurs pays du Sud)</b>	Promouvoir et aider la coopération technique entre pays de la région par la mise en œuvre de cadres, d'accords, de traités et de programmes régionaux	Un fournisseur ou deux de compétences techniques à de multiples pays bénéficiaires dans la région	Dirigé par le ou les fournisseurs; ensemble, les pays bénéficiaires et les fournisseurs recensent, négocient, formulent et réalisent les projets et programmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuient la création de cadres communs à des groupes de pays afin de promouvoir des mesures concrètes et efficaces pour atteindre des objectifs de développement communs, en coopérant étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies à la mise au point de programmes opérationnels en fonction des priorités de chaque pays et des moyens dont il dispose pour aider à la solution collective des problèmes</li> <li>• Facilitent les interactions de développement entre organismes publics et privés/institutions universitaires de pays en développement pour recenser, négocier, formuler et réaliser des projets et programmes communs arrêtés collectivement</li> <li>• Facilitent l'identification et le partage des pratiques optimales et des apports d'experts dans les régions et entre elles à diverses phases du projet</li> <li>• Appuient la création de réseaux d'experts techniques qui faciliteront la formation et les échanges de pratiques optimales</li> <li>• Appuient la formulation de programmes régionaux et de plans d'action pour leur mise en œuvre<sup>b</sup></li> </ul>

<i>Nature du programme<sup>a</sup></i>	<i>Objectif</i>	<i>Principaux partenaires</i>	<i>Processus</i>	<i>Actions catalytiques des équipes régionales des Nations Unies</i>
<b>2. Programmes de coopération (dirigés par de multiples pays du Sud)</b>	Promouvoir la coopération Sud-Sud et les liens entre groupes de pays de la région. Les programmes visent surtout les problèmes régionaux mais sont adaptés et intégrés aux stratégies et plans nationaux (développement national avec perspective régionale)	Multiplés pays participants	Les programmes sont conçus et exécutés par tous les pays ensemble, chaque partenaire apportant des ressources techniques ou financières selon ses capacités	Voir actions catalytiques au point 1 ci-dessus
<b>3. Programmes de coopération triangulaire (comprennent pays fournisseurs, bénéficiaires et donateurs)</b>	Par des arrangements triangulaires, transférer notamment les compétences techniques d'un pays à tous les autres pays participants de la région	Multiplés pays participants, y compris donateurs, et organismes des Nations Unies	Si un ou plusieurs pays bénéficiaires demandent des compétences notamment techniques, les fournisseurs et le ou les pays bénéficiaires conçoivent ensemble des programmes en collaboration avec un pays donateur ou plusieurs et un organisme des Nations Unies ou plusieurs	Outre celles énumérées au point 1 ci-dessus : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer la création d'un centre technique international dans le ou les pays fournisseurs</li> <li>• Coordonner les plans et les actions avec les équipes de pays des Nations Unies dans les pays bénéficiaires</li> <li>• Promouvoir la coopération Sud-Sud dans la communauté des donateurs</li> </ul>
<b>4. Programmes régionaux thématiques ou sectoriels (dirigés par les organismes des Nations Unies)</b>	Promouvoir la coopération Sud-Sud pour les questions thématiques ou sectorielles	Institutions spécialisées des Nations Unies; autres organisations régionales	Les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations régionales coordonnent les politiques et entreprennent des programmes régionaux dans leur domaine de compétence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Servent de carrefour à l'information et aux compétences techniques et coordonnent les travaux ou activités des équipes de pays des Nations Unies et des ministères techniques pertinents des groupes de pays de la région</li> <li>• Préconisent l'adoption de politiques nationales concertées entre les pays de</li> </ul>

<i>Nature du programme<sup>a</sup></i>	<i>Objectif</i>	<i>Principaux partenaires</i>	<i>Processus</i>	<i>Actions catalytiques des équipes régionales des Nations Unies</i>
				la région sur des questions sectorielles ou thématiques
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnent les activités régionales dans un domaine de compétence précis</li> </ul>

<sup>a</sup> On trouvera des exemples de programmes de coopération régionale Sud-Sud ou triangulaire dans le *Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2011*.

<sup>b</sup> On trouvera des exemples d'approches Sud-Sud pour la fourniture de biens publics régionaux, dans Banque interaméricaine de développement, *Regional Public Goods: An Innovative Approach to South-South Cooperation*.

Tableau 4

#### Indicateurs des résultats régionaux de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

##### *Formulation des stratégies et des politiques*

<b>Équipe ou commission régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuie la formulation et la mise en œuvre de cadres, d'accords, de traités et de plans d'action pour l'intégration sous-régionale, régionale et interrégionale par le biais de la coopération Sud-Sud</li> <li>• Au moyen des réunions annuelles du mécanisme de coordination régionale, fait progresser la coopération et la coordination systémiques à l'appui des objectifs de développement par le biais de la coopération Sud-Sud</li> <li>• A un coordonnateur opérationnel en place, dont une des attributions est de promouvoir les échanges Sud-Sud et triangulaires et l'action collective aux niveaux sous-régional, régional et interrégional</li> <li>• Prône et promeut activement la coopération Sud-Sud aux niveaux régional et interrégional</li> </ul>
---------------------------------------	---

##### *Étude de pair à pair, développement des capacités et action collective*

<b>Équipe ou commission régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prend des mesures pour renforcer les liens intrarégionaux et interrégionaux entre les organisations sous-régionales et régionales ayant des intérêts et mandats semblables et des capacités complémentaires</li> <li>• Avec les institutions régionales, recense les problèmes de développement de portée interrégionale pouvant intéresser la coopération Sud-Sud</li> <li>• Suggère la mise au point de programmes communs aux organisations sous-régionales, régionales et interrégionales</li> <li>• Recense les forces et les faiblesses ou besoins des capacités aux niveaux régional et interrégional où des arrangements de collaboration nouveaux pourront être créés</li> </ul>
---------------------------------------	--

**Équipe ou commission régionale**

- Établit des systèmes de suivi et d'évaluation pour mesurer leurs activités de coopération Sud-Sud et insère dans leurs rapports annuels une section sur leur contribution à celle-ci, y compris, périodiquement, sur les questions thématiques
- Mène des évaluations du rôle de la coopération Sud-Sud dans les organisations, institutions et arrangements régionaux et de leur aptitude à promouvoir la coopération Sud-Sud
- Appuie la création de cadres communs à des groupes de pays afin de promouvoir des actions concrètes et efficaces vers des objectifs de développement communs
- Avec les équipes de pays des Nations Unies, élabore, pour des pays en développement précis, des programmes opérationnels selon les priorités respectives des pays et les moyens à leur disposition pour participer au règlement collectif des problèmes
- Facilite les interactions de développement entre les organisations ou institutions publiques et privées de pays en développement pour recenser, négocier, formuler et réaliser des projets et programmes communs arrêtés collectivement
- Facilite le recensement et le partage des pratiques optimales et des apports d'experts dans les régions et entre elles
- Appuie la création de réseaux d'experts et d'institutions techniques qui faciliteront les échanges de pratiques optimales et les chaînes logistiques de développement des qualifications
- Appuie la formulation de programmes régionaux et de plans d'action pour leur mise en œuvre

## **X. Actions prioritaires pour étendre la coopération aux niveaux national et sectoriel**

30. Le tableau 5 ci-dessous présente une série d'actions catalytiques susceptibles de faciliter l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à chaque étape du processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au niveau du pays et qui pourraient servir aussi à étendre ces coopérations par d'autres moyens politiques et programmatiques tout en étant un moyen commode pour orienter les utilisateurs à chaque étape du processus aux niveaux de l'équipe de pays des Nations Unies et de l'organisme et pour évaluer les capacités et repérer les problèmes et les lacunes. Les actions de suivi et d'évaluation aident à faire saisir par le cadre de résultats les objectifs de coopération Sud-Sud pour les rapports et la planification à venir. En tant que tels, elles servent aussi à mettre au point le plan de suivi et d'évaluation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (pour précisions sur chaque étape, voir les directives de 2010 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement).

Tableau 5  
**Actions catalytiques pour étendre la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement**

<i>Étape</i>	<i>Section</i>	<i>Action catalytique</i>
<b>1. Feuille de route</b>	1.1 Examen du travail analytique accompli au niveau du pays	<p><b>Évaluer les possibilités de partager les connaissances et l'expérience du Sud</b></p> <p>1. À l'aide des analyses déjà faites, déterminer les besoins institutionnels et/ou en ressources humaines du pays pouvant être satisfaits par la coopération avec d'autres pays en développement ainsi que les besoins du pays en capacités humaines, institutionnelles et technologiques pouvant être satisfaits de la même manière</p> <p>2. À l'aide d'analyses nouvelles ou déjà faites, déterminer les capacités dans les pays ou régions proches qui pourront aider à renforcer les capacités du pays</p> <p><b>Évaluer les possibilités d'accès à une technologie abordable</b></p> <p>3. Aider à recenser les capacités productives du pays qui sont à des niveaux bas ou élevés</p> <p>4. Fournir au gouvernement une assistance pour l'analyse coût-avantage et pour recenser les avantages du recours soit au Nord soit au Sud pour les solutions technologiques nécessaires</p> <p><b>Évaluer les possibilités d'action collective</b></p> <p>5. Aider le gouvernement à recenser les problèmes du pays qui exigent une action collective aux niveaux sous-régional, régional, interrégional et mondial</p> <p><b>Évaluer les possibilités d'avoir une même voix</b></p> <p>6. Aider le gouvernement à déterminer les intérêts ou priorités qui exigent des alliances Sud-Sud et des négociations collectives par le Sud ainsi que les questions qui exigent un dialogue international Sud-Sud ou Nord-Sud</p> <p><b>Évaluer les possibilités de partenariat triangulaire</b></p> <p>7. Aider à recenser les secteurs qui exigent une coopération triangulaire faute de compétences, de technologies ou de financements facilement accessibles auprès des pays en développement</p>
	1.2 Dialogue avec les parties prenantes pertinentes pour tracer le processus national de planification	<p><b>Évaluer les possibilités de coordination des politiques Sud-Sud</b></p> <p>8. Identifier les cadres de politique Sud-Sud dont le pays fait partie comme point d'entrée pour la coordination des politiques et appuyer l'intégration des initiatives Sud-Sud dans la politique, la planification et la budgétisation nationales</p>



Étape	Section	Action catalytique
		<p>9. Aider aux efforts visant à intégrer les possibilités de commerce, d'investissement et d'aide au développement Sud-Sud dans les politiques et stratégies nationales par le biais de divers secteurs ainsi que des politiques et stratégies infranationales</p> <p>10. Aider aux efforts visant à recenser les domaines qui exigent des accords et des actions Sud-Sud comme les réserves forestières transfrontières, les bassins fluviaux partagés, les grands axes routiers et les services douaniers</p> <p><b>Évaluer les possibilités de formulation de programmes Sud-Sud et de programmes triangulaires</b></p> <p>11. Aider le gouvernement – et les autres parties prenantes – à recenser ses capacités et celles de la société civile, des universités et du secteur privé que le pays souhaite vendre ou partager</p> <p>12. Recenser les pays pouvant bénéficier des compétences ou de la technologie d'un pays ainsi que ceux qui pourraient l'aider à satisfaire ses besoins en capacités</p> <p>13. Aider à créer une entité nationale chargée de coordonner la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire</p>
	<p>1.3 Se fonder sur une perspective Sud-Sud pour recenser les avantages comparatifs, les forces et les lacunes dans la capacité de l'équipe de pays des Nations Unies</p>	<p><b>Évaluer les possibilités de mise en œuvre Sud-Sud et triangulaire des programmes</b></p> <p>14. Veiller à ce que l'équipe de pays soit au fait du contenu des mandats prévoyant l'appui du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire</p> <p>15. Veiller à ce que l'équipe de pays des Nations Unies ait les moyens d'aide à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en s'axant sur les domaines prioritaires – comme le partage des connaissances et de l'expérience, le transfert des technologies, le renforcement des capacités, l'apprentissage de pair à pair, les négociations collectives et l'intégration régionale – en aidant les réseaux professionnels, les centres d'excellence, la société civile et les institutions universitaires propices aux échanges Sud-Sud</p> <p>16. Veiller à ce que l'équipe de pays des Nations Unies soit à même d'aider les initiatives transfrontières bénéficiant à un grand nombre de pays en développement, l'action collective Sud-Sud face aux problèmes transnationaux et la coopération technique et économique entre pays en développement par l'échange accru des compétences techniques</p> <p>17. Veiller à ce que l'équipe de pays des Nations Unies soit à même de favoriser les partenariats intrarégionaux Sud-Sud entre pays à revenu intermédiaire, pays les moins développés, petits États insulaires en développement et pays en développement sans littoral</p>

Étape	Section	Action catalytique
<b>2. Perspective de coopération Sud-Sud dans l'analyse de pays</b>	2.1 Contribuer à l'analyse de pays	18. Déterminer les aspects de l'action des Nations Unies à étoffer pour atteindre les résultats de développement qui exigent des pays en développement une action solidaire et s'appliquer à les renforcer
		<b>Évaluer les possibilités de coopération Sud-Sud en aidant à l'analyse de pays</b>
		19. Aider à déterminer les besoins politiques, sociaux et économiques qui seraient le mieux satisfaits par une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire s'agissant du partage des connaissances, de l'expérience et des technologies, des initiatives transfrontières et/ou du dialogue et des accords avec d'autres pays du Sud.
		20. Aider à déterminer comment une action collective menée avec les pays voisins pourrait le mieux être intégrée aux politiques sectorielles
		21. Aider à faire comprendre les risques et possibilités d'ordre économique, social, politique et/ou environnemental inhérents à la coopération Sud-Sud
		22. Encourager le gouvernement et les autres parties prenantes à classer, après les avoir recensées, les initiatives nationales de développement national pouvant bénéficier aussi aux pays voisins
<b>3. Planification stratégique</b>	3.1 Privilégier 3 à 5 priorités nationales	<b>Évaluer les possibilités d'inclusion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement</b>
		23. Acquérir une information suffisante pour distinguer les problèmes transnationaux qui exigent une action collective de ceux qui exigent une riposte nationale
		24. S'informer sur les divers accords que le pays a conclus ou doit négocier avec ses voisins et d'autres partenaires du Sud
		25. Déterminer les programmes et projets du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement qui exigent une approche sous-régionale et les mesures à prendre pour les formuler, les financer, les exécuter et les évaluer
		26. Recenser les mécanismes en place dans les équipes de pays régionales des Nations Unies pour coordonner les initiatives transfrontières et prôner le développement des capacités nationales dans une perspective régionale
		27. Recenser les mesures voulues pour financer les initiatives transfrontières et appuyer la mobilisation de ressources en la matière
	3.2 Les résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement procurent un système collectif	<b>Garder une perspective de coopération Sud-Sud en alignant les résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et l'appui aux gouvernements</b>
		28. Aider à ce que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement indique les possibilités d'accéder dans le Sud même à l'aide au développement, au transfert des technologies et au renforcement des capacités

Étape	Section	Action catalytique
4. Suivi et évaluation	d'appui au développement national.	29. Aider à ce que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement englobe des objectifs et indicateurs de résultats pour accroître les biens publics sous-régionaux et régionaux essentiels aux flux du commerce, de l'investissement et des autres échanges Sud-Sud
	3.3 Considération de la coopération Sud-Sud dans la planification et la programmation de l'organisme	<p><b>Sélectionner les programmes et projets de l'organisme à inclure dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire</b></p> <p>30. Veiller à ce que les programmes et projets proposés recensent les possibilités d'action collective du Sud, l'apprentissage par les pairs, le partage des connaissances et de l'expérience, et le transfert des technologies</p> <p>31. Veiller à ce que les programmes proposés recensent les facteurs qui empêchent la coopération Sud-Sud d'être mutuellement avantageuse et prendre des mesures pour y remédier</p> <p>32. Aider à la prise de mesures pour déterminer si les approches Sud-Sud de la programmation nationale sont plus rentables que d'autres modalités programmatiques</p> <p>33. Recenser les plus fructueux des programmes Sud-Sud aidés par l'équipe de pays des Nations Unies pour transposition éventuelle dans le pays et ailleurs</p>
	4. Résultats contribuant aux priorités nationales	<p><b>Évaluer les possibilités d'inclusion de la coopération Sud-Sud dans les indicateurs de suivi et d'évaluation</b></p> <p>34. Évaluer l'effet qu'ont sur le développement l'action collective Sud-Sud, l'apprentissage par les pairs, les négociations collectives et les échanges des connaissances, de l'expérience et des technologies Sud-Sud</p> <p>35. Veiller à ce que le suivi et l'évaluation de l'exécution des programmes tienne compte des avantages et des risques de la coopération Sud-Sud entre économies émergentes, pays les moins développés, petits états insulaires en développement et pays en développement sans littoral</p> <p>36. Veiller à ce que le suivi et l'évaluation de l'exécution des programmes tienne compte de l'apport de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à la réduction de la pauvreté, aux autres objectifs du Millénaire pour le développement et au développement durable</p> <p>37. Évaluer le niveau de la coopération entre organismes des Nations Unies dans leur appui aux initiatives transfrontières et face aux problèmes transnationaux</p> <p>38. Évaluer la mesure dans laquelle les institutions, experts, technologies et pratiques optimales du Sud ont part à l'exécution des programmes</p>

Étape	Section	Action catalytique
		39. Évaluer la mesure dans laquelle l'équipe de pays des Nations Unies appuie les efforts d'intégration sous-régionale et régionale

Tableau 6

### Indicateurs de résultats de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à l'échelon national

#### *Mise en œuvre de la stratégie et du programme*

- Équipe de pays des Nations Unies :**
- Mène des études pour identifier les domaines où la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent avoir le maximum d'impact sur le développement
  - Intègre la coopération Sud-Sud dans la mise en œuvre des programmes et stratégies de développement des Nations Unies
  - Appuie les efforts du gouvernement pour déterminer les avantages comparatifs pour le pays de la fourniture de compétences techniques ou d'une technologie à d'autres partenaires de pays en développement ainsi que le domaine où il peut lui-même bénéficier des compétences ou de la technologie d'autres pays en développement
  - Identifie les domaines de la coopération régionale et sous-régionale Sud-Sud où développer les capacités et où d'autres initiatives sont possibles, et joue un rôle de catalyseur, d'animateur et d'intermédiaire pour faire avancer ces partenariats
  - Détermine et expose des solutions émanant du Sud pour ses projets et programmes de développement
  - Veille à ce que les projets et programmes des Nations Unies utilisent autant que possible les ressources locales et celles provenant d'autres pays en développement
  - Dispose d'un coordonnateur pour la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

#### *Apprentissage entre pairs, développement des capacités et action collective*

- Équipe de pays des Nations Unies :**
- Renforce la capacité du pays pour formuler et mettre en œuvre des programmes de coopération intéressant des groupes de pays
  - Appuie la transmission du savoir entre pairs à l'intérieur des régions et entre elles et aide les pays de programme à développer des capacités pour optimiser les avantages et l'impact de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire
  - Soutient l'établissement de mécanismes institutionnels essentiels pour la gestion des activités de coopération Sud-Sud et renforce les capacités des organisations régionales et sous-régionales
  - Adopte une démarche collective du renforcement des capacités dans le but d'optimiser les atouts de chaque organisation et se réfère systématiquement à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire
  - Tient compte en permanence du souci des partenaires (gouvernement, société civile et secteur privé), de jouer un rôle moteur dans la coopération régionale, et facilite la coopération Sud-Sud

- Aide les gouvernements, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, à accéder au Réseau d'information pour le développement (WIDE) et aux autres réseaux et plates-formes d'information à ce sujet
- Connaît bien les grands mécanismes de financement de la coopération Sud-Sud et aide les gouvernements à y accéder
- Conseille les gouvernements intéressés sur les plates-formes d'échanges d'information Sud-Sud et facilite la participation des spécialistes nationaux à ces échanges
- Donne aux partenaires nationaux et au personnel des bureaux de pays une formation spéciale à la coopération Sud-Sud

*Partage d'informations et sensibilisation*

- Équipe de pays des Nations Unies :**
- Promeut le partage d'informations et le contrôle des activités de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, et fait comprendre les avantages de ces coopérations
  - Renforce les systèmes d'information sectoriels, thématiques, sous-régionaux et régionaux sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire
  - Aide les partenaires nationaux des systèmes menés par des pays en développement à examiner et à évaluer la qualité et l'impact des programmes de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et à améliorer la collecte des données au niveau national afin de promouvoir la coopération à la mise au point des méthodes et des statistiques
  - Aide les partenaires nationaux à exposer et à diffuser des informations sur les expériences et projets novateurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire
  - Surveille la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et rend compte de l'appui qu'elle leur fournit et des résultats qu'elles ont obtenus
  - Profite de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, célébrée le 12 septembre, pour en faire comprendre les bienfaits et ceux de la coopération triangulaire

## **XI. Options de financement Sud-Sud**

31. Comme le soutien du siège de l'organisation, l'obtention d'un financement adéquat est un facteur déterminant du succès de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Les équipes de pays des Nations Unies devraient donc aider les pays de programme à accéder à des sources de financement du Sud pour financer leurs activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. À cet égard, ces équipes doivent se familiariser avec les caractéristiques (finalité, fonction et objet) de tous les mécanismes de financement Sud-Sud pertinents. Elles pourront notamment examiner les points suivants :

- a) La finalité principale du financement Sud-Sud, c'est-à-dire le financement de projets par des prêts concessionnels ou favorables, par le soutien à la balance des paiements ou l'appui budgétaire, par la coopération technique ou l'aide humanitaire;

b) Les plates-formes et forums de coopération régionale ou sous-régionale, bilatérale ou multilatérale sur le financement Sud-Sud, et la connaissance de leurs objectifs, mission et philosophie. Exemples de forums qui acheminent beaucoup d'aide Sud-Sud au développement : le Forum sur la coopération sino-africaine et le Forum Inde-Afrique;

c) Les institutions du Sud qui constituent le relais principal du financement, comme les organismes de coopération technique, les banques de développement, les banques d'import-export et les organisations philanthropiques du Sud;

d) Les avantages comparatifs des fournisseurs d'aide au développement du Sud ainsi que de leurs secteurs ou domaines spécifiques prioritaires de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

32. Le tableau 7 ci-dessous donne des exemples d'institutions du Sud et de mécanismes de financement Sud-Sud en précisant leur domaine ou secteur spécifique de coopération Sud-Sud<sup>7</sup>.

Tableau 7

### Institutions et mécanismes de financement du Sud, leurs domaines et secteurs spécifiques de coopération Sud-Sud

<i>Institutions et mécanismes de financement du Sud</i>	<i>Exemples</i>	<i>Secteur/domaine particulier</i>
<b>Banques d'import-export</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Banque d'import-export de Chine (China EXIM Bank)<sup>a</sup></li> <li>• Banque d'export-import de l'Inde (EXIM Bank of India)<sup>b</sup></li> <li>• Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES)<sup>c</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrent des prêts concessionnels pour différents projets d'infrastructure et de construction, et le financement du crédit et des projets à des sociétés nationales qui investissent dans d'autres pays du Sud</li> </ul>
<b>Institutions multilatérales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds arabe de développement économique et social (FADES)<sup>d</sup></li> <li>• Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA)<sup>e</sup></li> <li>• Banque islamique de développement (BID)<sup>f</sup></li> <li>• Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international (OPID)<sup>g</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrent des prêts et des dons, apportent des capitaux sous forme de prises de participation et accordent d'autres formes d'aide financière à leurs pays membres et des aides financières au développement économique d'autres pays du Sud</li> </ul>

<sup>7</sup> Les institutions du Sud fournissent différents types de financement du développement. Elles sont présentées ici à titre d'exemple, en fonction de leur pertinence au regard des points discutés dans le rapport, *Development Cooperation for the MDGs: Maximizing Results* (United Nations Department of Economic and Social Affairs, 2011).

<i>Institutions et mécanismes de financement du Sud</i>	<i>Exemples</i>	<i>Secteur/domaine particulier</i>
<b>Fonds du Sud</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes<sup>h</sup></li> <li>• Fonds saoudien pour le développement économique<sup>i</sup></li> <li>• Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD)<sup>j</sup></li> <li>• Fonds spécial du Nigéria (FSN)<sup>k</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrent des prêts et des dons, apportent des capitaux sous forme de prises de participation et accordent d'autres formes d'aide financière à leurs pays membres et des aides financières au développement économique d'autres pays du Sud</li> </ul>
<b>Organisations philanthropiques du Sud</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fondation Mohamed bin Rashid Al Maktoum<sup>l</sup></li> <li>• Dubai Cares<sup>m</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dotée d'un capital de 10 milliards de dollars, cette fondation, la plus grande de la région arabe, est aussi l'une des plus grandes du monde.</li> <li>• Dotée d'un capital de 1 milliard de dollars, la fondation Dubai Cares soutient l'enseignement primaire dans les pays en développement</li> </ul>
<b>Banques de développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BRAC Bank (non trouvé en français)<sup>n</sup> et Banque Grameen<sup>o</sup></li> <li>• Banque du Sud</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accorde des petits prêts, généralement aux femmes, pour créer de petites entreprises</li> <li>• Accorde des prêts pour des programmes sociaux et infrastructures</li> </ul>
<b>Autres mécanismes de financement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accord de coopération énergétique Petrocaribe<sup>p</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cet accord permet au Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de fournir à bas prix du pétrole et des dérivés à d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</li> </ul>

<sup>a</sup> <http://english.eximbank.gov.cn/>.

<sup>b</sup> [www.eximbankindia.com/](http://www.eximbankindia.com/).

<sup>c</sup> [www.bndes.gov.br/SiteBNDES/bndes/bndes\\_en](http://www.bndes.gov.br/SiteBNDES/bndes/bndes_en).

<sup>d</sup> [www.arabfund.org/](http://www.arabfund.org/).

<sup>e</sup> [www.badea.org/](http://www.badea.org/).

<sup>f</sup> [www.isdb.org/irj/portal/anonymous](http://www.isdb.org/irj/portal/anonymous).

<sup>g</sup> [www.ofid.org/](http://www.ofid.org/).

<sup>h</sup> [www.kuwait-fund.org/](http://www.kuwait-fund.org/).

<sup>i</sup> [www.saudinf.com/main/1104.htm](http://www.saudinf.com/main/1104.htm).

<sup>j</sup> [www.adfd.ae/pages/default.aspx](http://www.adfd.ae/pages/default.aspx).

<sup>k</sup> [www.afdb.org/en/about-us/nigeria-trust-fund-ntf/](http://www.afdb.org/en/about-us/nigeria-trust-fund-ntf/).

<sup>l</sup> [www.mbrfoundation.ae/ENGLISH/Pages/default.aspx](http://www.mbrfoundation.ae/ENGLISH/Pages/default.aspx).

<sup>m</sup> [www.dubaicare.ae/en](http://www.dubaicare.ae/en).

<sup>n</sup> [www.bracbank.com/](http://www.bracbank.com/).

<sup>o</sup> [www.grameen-info.org/](http://www.grameen-info.org/).

<sup>p</sup> [www.petrocaribe.org/](http://www.petrocaribe.org/).

33. Le tableau 8 ci-dessous donne des exemples de sources triangulaires d'appui à la collaboration Sud-Sud.

Table 8  
Exemples de sources triangulaires d'appui à la coopération Sud-Sud

<i>Mécanisme</i>	<i>Objectif/mission</i>
<b>Fonds fiduciaire pour la coopération Sud-Sud de la Banque africaine de développement</b>	Fournit un appui aux pays d'Afrique pour mobiliser et exploiter les solutions de développement et les compétences techniques disponibles dans le Sud
<b>Agence allemande de coopération internationale (GIZ)</b>	Travaille avec des partenaires du Sud pour mutualiser leurs efforts et produire des résultats de développement à long terme
<b>Programme ibéro-américain pour le renforcement de la coopération Sud-Sud</b>	Fournit un appui institutionnel et technique pour renforcer et revigorer la coopération Sud-Sud en Amérique latine
<b>Fonds de partenariat Japon-PNUD</b>	Apporte la contribution du Japon au financement de projets gérés par le PNUD, dont les initiatives Sud-Sud
<b>Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud</b>	Principal fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, chargé de promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et de leur fournir un appui
<b>United States Agency for International Development (USAID)</b>	Dialoguer avec les pays émergents pour aider les pays à faible revenu face à leurs besoins de développement
<b>Mécanisme Sud-Sud d'échange d'expériences de la Banque mondiale</b>	Concentre son action contre la pauvreté sur le partage des connaissances et des compétences

34. Le tableau 9 ci-dessous donne des exemples de collaboration et de partenariats de développement Sud-Sud.

Tableau 9  
Exemples de collaboration et de partenariats de développement Sud-Sud

<i>Type de partenariat</i>	<i>Exemple</i>	<i>Objectif/mission</i>
<b>Bilatéral</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariat Chine-Afrique<sup>a</sup></li> <li>• Partenariat Inde-Afrique<sup>b</sup></li> <li>• Partenariat Turquie-Afrique<sup>c</sup></li> <li>• Partenariat République de Corée-Afrique<sup>d</sup></li> <li>• Autres mécanismes de coopération bilatérale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribuent au développement par des prêts concessionnels et des donations, appui à l'infrastructure, l'allègement de la dette, l'accès aux marchés, l'appui au développement des ressources humaines, l'assistance technique, le maintien de la paix, etc.</li> </ul>
<b>Trilatéral</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS)<sup>e</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour combattre la pauvreté et la faim, le fonds IBAS appuie des projets Sud-Sud viables et transposables, agrandis, dans les pays en développement.</li> </ul>



<i>Type de partenariat</i>	<i>Exemple</i>	<i>Objectif/mission</i>
<b>Initiatives interrégionales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique</li> <li>• Partenariat Afrique-Amérique du Sud</li> <li>• Partenariat afro-arabe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promeut les liens économiques, politiques et socioculturels entre les pays des régions</li> </ul>

<sup>a</sup> [www.focac.org/eng/zt/yf/t192831.htm](http://www.focac.org/eng/zt/yf/t192831.htm).

<sup>b</sup> [www.indiaafricapartnership.com/](http://www.indiaafricapartnership.com/).

<sup>c</sup> <http://africa.mfa.gov.tr/turkiye-afrika.en.mfa>.

<sup>d</sup> [www.mofat.go.kr/ENG/countries/middleeast/local/index.jsp?menu=m\\_30\\_50\\_20](http://www.mofat.go.kr/ENG/countries/middleeast/local/index.jsp?menu=m_30_50_20).

<sup>e</sup> [www.ibsa-trilateral.org/](http://www.ibsa-trilateral.org/).

35. S'ajoutant aux mécanismes de financement susvisés, d'autres mécanismes multilatéraux permettent de financer la coopération Sud-Sud. Le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement est un fonds des Nations Unies établi pour appuyer la coopération Sud-Sud. Il fournit le capital de lancement pour financer et faciliter la mise en œuvre de projets Sud-Sud<sup>8</sup>. De même, le Mécanisme Sud-Sud d'échange d'expériences de la Banque mondiale est un mécanisme de financement souple qui aide les pays du Sud à échanger très vite des connaissances et des expériences. Il est conçu pour répondre à des demandes spécifiques de pays à faible revenu qui veulent s'instruire auprès de spécialistes du domaine concerné dans d'autres pays en développement<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> [www.g77.org/pgtf/](http://www.g77.org/pgtf/).

<sup>9</sup> <http://wbi.worldbank.org/sske/sske/donors>.